

polite Nicolas déclare, en 1949, que le Pape n'a jamais élevé la voix contre les atrocités hitlériennes, il se met en contradiction avec les affirmations du livre *La vérité sur la religion en Russie*, auquel il collabora lui-même en 1942 (pp. 105-111). Nous n'avons pas à qualifier son attitude, qui est indéfendable. Quant au doyen rouge, il aurait pu rétablir la vérité qu'il devait connaître. Il préféra l'ignominie de la lâcheté.

Il n'y eut pas à notre connaissance de prêtre catholique à ce congrès de Moscou. L'habitué de ces manifestations, M. l'abbé Boulier, accepta en esprit d'obéissance la censure qui lui fut imposée quand il alla à Velehrad. Cette soumission lui valut le privilège de recommencer à dire la messe. Il s'est retiré dans un silence sacerdotal qui lui fait honneur. Dans l'Église catholique, on est catholique ou communiste. On n'est pas les deux à la fois.

L'hostilité communiste envers l'Église catholique s'est beaucoup accentuée depuis un an. Après le concile de Moscou (juillet 1948), la persécution qui jusqu'à cette date n'avait guère accablé que les Ukrainiens catholiques de rite oriental éclata avec une violence inouïe en Roumanie, en Hongrie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie. Depuis quelques semaines, la presse polonaise s'acharne contre le Vatican et l'Église catholique. La conception communiste est totalitaire. Qu'il s'agisse de paix et de guerre, de religion ou d'irreligion, d'économie politique ou de « marxisme », il n'y a qu'une autorité au monde: le pape rouge. On est décidé à écraser l'Église catholique jusqu'à ce qu'elle capitule sans conditions. Derrière le rideau de fer, environ cinquante millions de catholiques sont destinés au martyre ou à l'apostasie.

PACIFISME SOVIÉTIQUE

LA BATAILLE DU MONDE se déroule aujourd'hui sur trois grands fronts. En Asie, le communisme est

en plein essor. En Europe, l'offensive territoriale a été arrêtée par les élections italiennes de l'an dernier, la révolte de Tito, et le redressement français. Le communisme utilise l'intervalle pour assimiler les populations restées à l'arrière du rideau de fer. Le troisième front, éloquemment décrit dans tous les congrès « pacifistes » (RELATIONS, décembre 1948), se trouve dans nos pays.

On fait remonter cette nouvelle offensive « pacifiste » au Congrès de Paris (20-25 avril 1949). Celui-ci, qui prétendit parler au nom de six cents millions de personnes, avait été préparé par un grand nombre de réunions préliminaires. Nommons en particulier le concile de Moscou, qui réorganisa la propagande par la religion (8-17 juillet 1948); le Congrès mondial pour la défense de la culture (Wroclaw, 25-30 août 1948); le Congrès mondial de la jeunesse (Varsovie, 8-14 août 1948); le second Congrès mondial des femmes (Budapest, 1-7 décembre 1948); la Conférence des intellectuels américains (New-York, 25-27 mars 1949); le Congrès nippon pour la paix (25-26 avril 1949), et beaucoup d'autres encore. Quand on parcourt les comptes rendus de ces innombrables réunions, on se rend compte de la formidable organisation qui a été mise sur pied pour susciter, organiser et diriger ce mouvement. Tout cela n'était rien à côté de ce qui s'est produit depuis le Congrès de Paris. C'est vraiment le troisième front de la grande bataille. L'effort a pour but de ramollir (*soften up*) le moral de nos pays.

Ce n'est pas la première fois que les pacifistes allient leurs destinées aux communistes. Durant les années 1933-1937, le mouvement Amsterdam-Pleyel, suscité par l'habileté prodigieuse de Willi Munzenberg (qui mourut misérablement lors de l'alliance Hitler-Stalin), mit le monde démocratique en branle. En Angleterre, l'agitation dont le fameux *peace ballot* de 1935 ne fut qu'un épisode (il réunit pourtant au delà de dix millions de signatures) aboutit à la diplomatie du parapluie, qui mit l'Angleterre à deux doigts de sa destruction.

Alors comme aujourd'hui, la technique était de former des « fronts », de créer de multiples organisations à but humanitaire, mais dont les desseins ultérieurs étaient voilés. Les collaborateurs, généralement sincères, étaient qualifiés par les communistes d'*innocents*. Par ces « fronts » les communistes pénétrèrent littéralement dans tous les milieux. Aujourd'hui, nous retrouvons les mêmes techniques, sauf que l'organisation est incomparablement plus considérable et mieux huilée. Il lui manque, pourtant, l'élan de jeunesse qu'elle avait juste avant la guerre de 1939. Arrivera-t-elle à nouer suffisamment nos peuples et les grandes organisations internationales pour tout faire craquer au moment décisif? C'est la grosse question. Ceux qui tâchent de discerner les courants de l'opinion mondiale, et de voir comment ils sont créés et dirigés, suivent ces offensives et contre-offensives de propagande avec un intérêt absorbant.

Il semble incroyable que les véritables pacifistes collaborent avec les communistes. Depuis la fondation de l'Internationale, les bolchéviques ont multiplié les sarcasmes à l'égard de ceux qui renoncent à l'action violente. Ils veulent, eux, le pacifisme révolutionnaire, le désarmement de la bourgeoisie et l'armement du prolétariat, c'est-à-dire de ceux qui se font tuer pour le triomphe communiste. Un communiste qui ait renoncé à la lutte des classes, à la révolution violente, cela ne s'est jamais vu. Aujourd'hui, pendant que les pacifistes crient qu'il faut la paix à tout prix, l'armée rouge écrase la Chine; il se forme la « Légion des Caraïbes » en Amérique centrale.

Le Congrès de Paris organisa un Comité mondial des Partisans de la paix; des comités régionaux furent créés dans les divers pays.

Il faudrait beaucoup d'espace pour énumérer sans commentaires les principales manifestations locales, nationales et internationales, qui eurent lieu depuis lors. Le mois passé, nous décrivîmes l'agitation qui se fit dans les milieux ouvriers. Plus considérable, encore, fut le travail qui se fit parmi les jeunes en vue de préparer, d'abord, le *Festival de la jeunesse* (Budapest, 15-28 août) avec ses concours internationaux de musique, de danse, son olympiade sportive, et ses fêtes d'un éclat fabuleux. Peu après (2-8 septembre) se réunit le Second Congrès mondial de la Jeunesse: 600 délégués, en provenance de 60 pays, dénoncèrent les États-Unis, exaltèrent la politique pacifiste de l'U. R. S. S., écoutèrent le délégué soviétique Mikhaïlov dénoncer les mouvements de jeunesse catholique. 35 castors canadiens, 145 délégués américains s'en allèrent à Budapest, tandis que les « jeunes » d'Angleterre, de France et d'ailleurs formèrent des « caravanes de la paix » pour se rendre lentement, très lentement, avec des manifestations à chaque étape, à la capitale du royaume de saint Étienne...

L'Amérique eut son Congrès continental à Mexico (5-11 septembre 1949), préparé par des Congrès nationaux dans les divers pays (celui de Toronto réunit 534 délégués à Massey Hall au début de mai). Dans certains pays d'Amérique du Sud, les gouvernements empêchèrent les réunions locales et nationales préparatoires, arrêtèrent un certain nombre de manifestants, ce qui donna lieu à d'interminables protestations dans les meetings et la presse rouge.

Les délégués canadiens eurent de la misère! Ils devaient faire le voyage par chemin de fer à travers les États-Unis. Tous les trente obtinrent, paraît-il, un passeport en règle, signé par le ministre des Affaires étrangères, M. Pearson. Quand ils s'en allèrent chez le consul américain à Toronto pour obtenir leur visa, on leur notifia que le visa de transit ne leur avait pas été accordé par le département de la Justice. Six d'entre eux prirent l'avion et firent le grand tour, par les Bermudes. Les autres envoyèrent une délégation protester chez M. Saint-Laurent. Il paraît qu'en refusant le visa à des

gens qui s'en allaient à Mexico crier contre les États-Unis, les fonctionnaires de ce dernier pays auraient commis un geste non amical envers le... Canada!

Les pays d'Extrême-Orient auront leur grand Congrès en décembre. Maintenant, les congrès nationaux de ces pays s'organisent un peu partout. Il faudrait également tenir compte des Congrès féminins, auxquels les communistes attachent beaucoup d'importance. Les Américaines eurent le leur à New-York (6-8 mai 1949) et attaquèrent, bien entendu, leur propre gouvernement, puisque celui de l'U. R. S. S. est sacro-saint.

La Fédération démocratique internationale des Femmes prétend parler au nom de 81 millions de personnes.

AMÉRIQUE CENTRALE

DANS LE LANGAGE SOVIÉTIQUE, les Caraïbes comprennent tous les pays de l'Amérique centrale.

En septembre 1948, l'Institut historique de l'Académie des Sciences d'U. R. S. S. fit paraître un ouvrage de 520 pages: *La politique impérialiste des États-Unis dans les pays du bassin des Caraïbes, 1900-1939*, par A. I. Zubok. La seule bibliographie, imprimée à la fin de l'ouvrage, comporte 28 pages (492-519). Le dernier chapitre (469-491) continue l'étude jusqu'à 1947. Un rapide coup d'œil à la table des matières donne idée de ce qui est traité:

Préface.

1. Intérêts stratégiques et économiques des États-Unis dans les pays du bassin des Caraïbes, pp. 9-59.
2. Origine et développement de la politique d'intervention des États-Unis d'Amérique, 60-118.
3. Pénétration du capital américain en Amérique (1900-1920), 119-166.
4. Lutte des États-Unis pour le pétrole mexicain, 168-204.
5. Lutte des États-Unis pour l'isthme du Panama. Les États-Unis et la Colombie, 205-253.
6. Panama, province des États-Unis, 254-282.
7. Politique des États-Unis à Cuba, 283-320.
8. Régime d'occupation américaine dans les républiques d'Haiti et de San Domingo, 321-363.
9. Politique d'intervention des États-Unis au Nicaragua, 364-390.
10. Conférences pan-américaines, 391-424.
11. La politique du « bon voisinage », 425-468.

Conclusions.

La méthode est scientifique. Les références sont nombreuses; les statistiques, abondantes. Comme tous les livres marxistes, celui-ci est déformé par les préoccupations dogmatiques. De toute façon, celui qui aura étudié cet ouvrage aura un superbe matériel à exploiter dans un but d'agitation anti-américaine, et les communistes prennent la peine de se renseigner.

En avril 1948, RELATIONS s'étonnait que la presse s'occupât si peu de l'Amérique centrale, secteur aussi stratégique que l'Alaska ou le Grand Nord canadien. Il est peut-être mieux qu'il en soit ainsi: quand une situation devient très

tendue, que les responsables s'en occupent. La seule chose qu'il faut demander au public, c'est de ne pas se laisser désorienter.

Il faudrait plusieurs colonnes pour apprécier exactement la situation. A l'extrême droite du bloc des Antilles, il convient de mettre San Domingo, ou encore le Nicaragua. A l'extrême gauche, le gouvernement fortement teinté de rose (les journalistes d'Amérique latine, moins réservés que nous, diraient plus simplement « communiste ») de Guatemala, dirigé par Juan José Arevalo, lequel semble avoir dû son élection à l'assistance du trop oublié Oumansky.

Au début de février, démocratiquement, par un vote presque unanime, le peuple du Guatemala se prononça contre les candidats d'Arevalo aux élections municipales, et élut les membres de l'opposition. C'était un événement de très grande importance pour l'Amérique centrale (un gouvernement communiste délogé de ses positions sans coup d'État militaire, quelle victoire pour la démocratie!). Presque aussitôt après ces élections, le gouvernement parla de « complots » dirigés contre lui; arrestations, repréailles.

A partir de la mi-juin, la radio de San Domingo, très bien informée sur ce qui se passe au Guatemala (il y a quelque deux ans, une expédition était partie du Guatemala pour « conquérir » San Domingo et établir un cordon rouge entre l'Amérique du Nord et celle du Sud), mit en garde le chef de l'état-major du Guatemala, le colonel François-Xavier Arana, contre un complot qui se préparait contre lui. Le 16 juillet, ce militaire, dont l'unique ambition était de voir des élections normales désigner le prochain président de la République, fut misérablement assassiné. Quelques-uns de ses camarades se soulevèrent. Au début, le président Juan José Arevalo parla de composition avec le parti outragé. Ayant armé le « peuple », il exerça une répression sauvage; aux États-Unis, une partie de la presse d'information déclara que Juan José Arevalo s'était appuyé sur les « étudiants, ouvriers et la partie démocratique de la population ». C'est le contraire de ce qui est arrivé. Il s'appuya sur les éléments interlopes qui constituent, un peu partout, la mafia rouge. Peu après la répression, S. Exc. Mgr Mariano Rossell Arellano, archevêque du Guatemala, la condamna dans les termes suivants: « L'assassinat est d'autant plus condamnable qu'il fit couler, durant vingt-quatre heures, le sang de frères; bien des forces reliées au communisme purent obtenir impunément des armes; celles-ci pourraient servir dans un avenir prochain à un mouvement communiste comme celui de Bogota, ou à une guerre civile entre partis politiques. »

De fait, c'est au Guatemala que semble s'être réfugiée une importante partie de la « Légion des Caraïbes » qu'on rendit en partie responsable de la guerre qui éclata l'hiver dernier entre le Costa-Rica et le Nicaragua, mais ceci serait encore un autre chapitre.

Joseph-H. LEDIT.

DANS NOS PROCHAINS NUMÉROS

Première décade de la L. O. C.

Gaston Leury

Les ententes collectives en agriculture

Abel Marion

Écrivains pour la jeunesse

Jean-Paul Labelle

Les enfants infirmes

J.-C. Favreau

Entre la sortie de l'école et le mariage

Claude Ryan

La frontière verte

Roxan Roald

L'apprentissage dans le Sud

Jean Genest

Finances et éducation - II

Paul-Émile Beaudoin

M'en allant promener - II

Mme Françoise Gaudet-Smet